

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
30 décembre 2004
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 27 décembre 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Me référant à ma lettre du 19 octobre 2004 (S/2004/837), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quatrième rapport que la Thaïlande a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe). Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Andrey I. Denisov



Annexe

**Lettre datée du 23 décembre 2004, adressée au Président
du Comité contre le terrorisme par le Représentant permanent
de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de me référer à votre note datée du 20 septembre 2004, concernant la demande adressée à la Thaïlande par le Comité contre le terrorisme pour qu'elle lui fournisse de plus amples informations sur des questions qui concernent pour l'essentiel la prochaine série de priorités établies en vue d'aider le Gouvernement thaïlandais à appliquer la résolution 1373 (2001).

À cet égard, j'ai le plaisir de vous faire tenir ci-joint le quatrième rapport à l'intention du Comité contre le terrorisme sur l'application par la Thaïlande de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, présenté en réponse aux observations et aux questions formulées dans la note susmentionnée (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur
Représentant permanent
(Signé) Khunying Laxanachantorn **Laohaphan**

Pièce jointe

Quatrième rapport de la Thaïlande au Comité contre le terrorisme sur l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

Incrimination du financement du terrorisme et coopération internationale

1. **Incrimination du financement du terrorisme : conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1, les États Membres sont tenus de prendre des mesures en vue de réprimer le financement des actes de terrorisme. Le Comité contre le terrorisme a, dans sa précédente lettre, informé le Gouvernement thaïlandais que l'article 135/2 du Code pénal incriminant le financement du terrorisme ne répondait pas adéquatement à toutes les exigences de la résolution 1373. Ce nonobstant, cette disposition a été adoptée en août 2003. Par ailleurs, le Comité croit savoir que la Thaïlande s'apprête à ratifier et à exécuter la Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme. La Thaïlande envisage-t-elle de saisir cette occasion pour modifier sa législation interne concernant le financement du terrorisme?**

Le Code pénal répond pleinement aux exigences énoncées à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Lors de la rédaction des amendements à l'article 135/1-4 du Code pénal, la Thaïlande a tenu compte des exigences énoncées à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 1373 (2001), ainsi que de l'article 2 de la Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme. Le Code pénal érige précisément en infraction la fourniture ou la collecte délibérée de fonds par quiconque, en Thaïlande ou à l'étranger, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, qu'il prévoit d'utiliser ou dont il sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme.

L'article 7 du Code pénal incrimine et réprime les actes terroristes, qu'ils aient été commis en Thaïlande ou à l'étranger. Pour ce qui est de l'application du Code pénal, il faut lire l'article 135/1-4 en conjonction avec le chapitre relatif à la tentative et le chapitre relatif aux auteurs principaux et aux complices, notamment l'article 86, qui établit que « quiconque agit, par quelque moyen que ce soit, en vue d'aider ou de faciliter la commission d'une infraction par une autre personne, avant ou sur le fait, même si son auteur n'a pas connaissance de cette aide ou de ces moyens, est réputé complice de l'infraction, et encourt une peine fixée à deux tiers de celle qui la punit... ». Les complices d'une infraction terroriste sont donc punis au titre de l'article 86. Pour l'heure, la législation thaïlandaise couvre les actes terroristes, que des actes connexes se soient ou non réellement produits ou qu'il y ait eu tentative, que des fonds aient été ou non transférés d'un pays à un autre et que leur origine soit licite ou non. De même, la version révisée de la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent habilite le Bureau chargé des questions de blanchiment d'argent à geler des fonds dont on soupçonne qu'ils sont liés à des actes terroristes.

2. **Coopération internationale : Le Comité contre le terrorisme voudrait recevoir un rapport de situation sur le processus d'adhésion de la Thaïlande aux instruments internationaux relatifs à la prévention et à la répression du**

terrorisme international auxquels elle n'est pas encore partie, ainsi que des précisions sur les délais dans lesquels elle prévoit que le processus sera achevé. Veuillez indiquer les mesures prises en vue de transposer les dispositions des conventions et protocoles pertinents dans votre législation nationale, en précisant en particulier les peines qu'il est prévu d'établir pour les infractions visées dans ces textes.

La Thaïlande est à présent partie aux cinq conventions ci-après qui portent sur la lutte antiterroriste :

- Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, Tokyo, 14 septembre 1963;
- Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, La Haye, 10 décembre 1970;
- Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, Montréal, 23 septembre 1971;
- Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, 24 février 1988;
- Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, septembre 2004.

Créé par le Gouvernement thaïlandais en 2002, le Comité chargé d'envisager l'adhésion de la Thaïlande aux autres conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, examine à présent le texte de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques. On prévoit que la Thaïlande pourrait devenir partie à la Convention au début de 2005. Par la suite, le Comité examinera la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif.

Protection du système financier

3. Pour que le paragraphe 1 de la résolution soit effectivement appliqué, il faut que les établissements financiers et autres intermédiaires (par exemple avocats, notaires et comptables, lorsqu'ils exercent des activités de courtage par opposition à la prestation de services consultatifs) soient légalement tenus de signaler toute transaction suspecte. Or, le rapport (S/2002/882, p. 5) n'indique pas clairement si l'expression « personne morale » englobe en réalité les intermédiaires ne faisant pas partie du secteur financier. Veuillez indiquer si ces personnes signalent les transactions suspectes à la Cellule du renseignement financier.

Au sens de l'article 3 de la loi de 1999 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent (B.E. 2542) et de son décret d'application n° 1, l'expression « institution financière » englobe les banques, les sociétés financières, les sociétés de placement, les sociétés de crédit foncier, les compagnies d'assurance, les coopératives d'épargne, les sociétés de titrisation, les bureaux de change et les sociétés de gestion patrimoniale.

L'article 16 de la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent, oblige les avocats, comptables et notaires à signaler toute transaction suspecte au Bureau chargé des questions de blanchiment d'argent a) s'ils participent directement ou en qualité de consultant à une opération liée au transfert de placements ou de capitaux et b) lorsqu'on a lieu de penser que cette opération est liée à des avoirs qui sont le produit d'infractions terroristes ou que ladite opération est suspecte.

4. En ce qui concerne l'obligation de signaler les opérations suspectes, le Comité contre le terrorisme a relevé qu'aucune condamnation n'avait été prononcée en Thaïlande pour manquement à cette obligation et qu'une peine maximale de 300 000 bath pouvait être infligée dans ce cas. Le Comité voudrait des précisions sur le fonctionnement du système de signalement. Il voudrait en particulier savoir combien d'opérations suspectes ont été signalées ces dernières années à la Cellule du renseignement financier et combien d'opérations de transfert de fonds ont de fait été bloquées par des banques après qu'elles ont exprimé des doutes concernant cette opération?

En vertu de la loi de 1999 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent (B.E. 2542), il existe trois types d'opérations financières que les établissements financiers sont légalement tenus de signaler au Bureau chargé des questions de blanchiment d'argent, à savoir : 1) les transactions en espèces, 2) les transferts de biens, et 3) les transactions suspectes. Sous peine d'une amende allant jusqu'à 300 000 bath, les établissements financiers ont l'obligation légale de signaler immédiatement à ce Bureau, dans un délai de sept jours à partir de la date de son exécution, toute opération qu'ils soupçonnent d'être liée à des activités terroristes. En août 2003, le Bureau a adressé une lettre à tous ces établissements pour leur rappeler qu'ils étaient légalement tenus de signaler toute opération financière liée à des activités terroristes.

Le Bureau chargé des questions de blanchiment d'argent a en général bénéficié d'une bonne coopération de la part des établissements financiers, notamment des banques de dépôt. Toutefois, dans la pratique, les employés de banque ont du mal à savoir de manière précise si les opérations sont liées à des activités terroristes car la plupart des fonds utilisés pour ces activités proviennent de sources légitimes et les montants en cause ne sont pas suffisamment élevés ou différents des opérations licites ordinaires pour qu'on puisse les repérer avec certitude.

Le Bureau chargé des questions de blanchiment d'argent a reçu des rapports faisant état d'opérations suspectes par des établissements financiers. Ces rapports ont été analysés et examinés en coopération avec les organismes de surveillance compétents. S'il existe suffisamment d'indices donnant à penser que des personnes physiques ou morales sont impliquées dans des activités terroristes ou les appuient, le Bureau aura recours à des mesures permettant la confiscation de leurs biens à titre civil et informera le Service des enquêtes spéciales afin qu'il dépose une plainte au pénal contre ces personnes. À ce jour, le Bureau a reçu en moyenne 2 600 déclarations par mois faisant état d'opérations suspectes. La plupart de ces opérations ont été dénoncées par suite d'une structuration, opération qui consiste à exécuter de nombreuses transactions d'un montant inférieur au plafond voulu pour éviter qu'elles paraissent suspectes. Après des enquêtes approfondies, aucune preuve de lien avec des actes terroristes n'a pu être trouvée dans ces rapports. Cela étant, les noms des personnes ayant exécuté ces opérations seront inscrits sur la liste des individus à surveiller établie à l'intention des organismes concernés. Les fonds

suspects dont on a des raisons de penser qu'ils devraient être gelés font actuellement l'objet d'enquêtes. Jusqu'ici, aucun indice ne permet d'associer ces opérations à la commission d'actes terroristes.

Lorsque la Banque de Thaïlande reçoit du Ministère des affaires étrangères une liste des noms des personnes et des entités impliquées dans le financement d'activités terroristes, elle communique ces informations à l'Association des banques thaïlandaises, l'Association des établissements financiers et l'Association des banques étrangères, qui les passent à tous les établissements financiers associés. Lorsqu'ils reçoivent ces listes, les établissements financiers comparent les données qui y figurent avec le profil de leurs clients. De plus, ils vérifient si certaines opérations tombent sous le coup de la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et, le cas échéant, les signalent au Bureau chargé des questions de blanchiment d'argent et à la Banque de Thaïlande, s'ils en ont l'obligation.

Le Bureau chargé des questions de blanchiment d'argent et les autres organismes compétents ont en outre rédigé un décret relatif à l'obligation de signaler les transferts vers l'étranger de devises d'un montant de 10 000 dollars des États-Unis ou plus. Le 25 décembre 2001, le Gouvernement a (en principe) approuvé ce texte, que le Conseil d'État et les organismes de surveillance compétents examinent et qui devrait entrer en vigueur au début de l'an prochain.

Par ailleurs, le Bureau chargé des questions de blanchiment d'argent a rédigé, en coopération avec le Ministère des affaires étrangères, un projet de mémorandum d'accord de coopération à l'échange de renseignements se rapportant au blanchiment d'argent, sur le modèle du Groupe Egmont. Le Gouvernement a approuvé ce projet le 12 février 2002 et a autorisé le Secrétaire général du Bureau à conclure de tels mémorandums d'accord avec d'autres cellules de renseignement financier du Groupe Egmont. Le Bureau en a jusqu'ici conclu avec les 15 pays ci-après :

		<i>Date d'entrée en vigueur</i>
1.	Belgique	24 avril 2002
2.	Brésil	29 janvier 2003
3.	Liban	25 février 2003
4.	Indonésie	24 mars 2003
5.	Roumanie	24 mars 2003
6.	Royaume-Uni	11 juin 2003
7.	Finlande	22 avril 2004
8.	République de Corée	16 juin 2004
9.	Australie	23 juin 2004
10.	Portugal	28 juin 2004
11.	Andorre	23 juillet 2004
12.	Estonie	26 octobre 2004
13.	Philippines	26 octobre 2004
14.	Pologne	26 octobre 2004
15.	Maurice	28 octobre 2004

Des négociations sont en cours en vue de conclure de tels mémorandums d'accord avec d'autres pays, notamment le Canada, la Colombie, le Japon, la Malaisie et le Panama. Quant aux autres pays, l'échange de renseignements avec eux est fondé sur le principe de la réciprocité.

5. En ce qui concerne l'efficacité de la stratégie de lutte contre le terrorisme, au titre de l'alinéa b) du paragraphe 2 de la résolution, les États sont tenus de prendre les mesures voulues pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis. À cet égard, veuillez décrire les mesures antiterroristes particulières que la Thaïlande a prises, le cas échéant, dans les domaines ci-après pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis :

- **Enquêtes et poursuites;**
- **Liens entre le terrorisme et d'autres infractions;**
- **Protection physique des cibles éventuelles d'attentats terroristes;**
- **Analyse stratégique et anticipation de nouvelles menaces.**

Comme suite aux précédents rapports complémentaires de la Thaïlande, dans lesquels il était indiqué que le Gouvernement avait décidé de créer un comité de lutte contre le terrorisme international, présidé par le Premier Ministre, en vue de mener et de coordonner les politiques et stratégies de lutte contre le terrorisme international, le Gouvernement a établi, en février 2004, le Centre national de coordination de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale. Le Centre est l'organe national de coordination entre les services nationaux et internationaux. Il a pour principale tâche d'analyser tous les renseignements portant sur le contexte national et international et la sécurité nationale. Son champ d'action couvre huit domaines : terrorisme, trafic de drogues, traite des personnes, blanchiment de capitaux, contrebande d'armes, piraterie en mer, crimes économiques et informatiques internationaux. Dans tous ces domaines, le Comité énonce des critères de rapports, des principes d'action, des recommandations et des résolutions. Sur le plan de l'exécution, il transmettra aux organismes tels que la police tous les renseignements importants émanant d'autres pays pour empêcher la commission d'actes terroristes.

En ce qui concerne les enquêtes et les poursuites, la Thaïlande a mis sur pied un sous-comité chargé de coordonner l'action menée pour lutter contre le terrorisme international, qui comprend des responsables de la Police royale thaïlandaise, du Bureau du Procureur général, de la Direction des traités et des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères, du Bureau du juge-avocat général, du Ministère de la défense et du Bureau du Conseil national de sécurité. Il a pour tâche d'enquêter sur les infractions liées au terrorisme et de dispenser des conseils juridiques à ce sujet aux organismes chargés de l'application des lois.

S'agissant de la mise au point de stratégies de lutte contre le terrorisme, notamment pour ce qui est des enquêtes et des poursuites pénales, la Thaïlande accueillera, en janvier 2005, un atelier régional consacré à la coopération juridique internationale dans le domaine de la lutte antiterroriste. Cet atelier, qui sera l'occasion d'échanger des avis, des faits et des données d'expérience, visera à rapprocher les points de vue des pays de la région de l'Asie et du Pacifique qui ont participé au processus de Bali afin de renforcer leurs capacités et de surmonter les grands obstacles qui gênent l'extradition et l'entraide juridique en matière pénale.

De plus, la Thaïlande envisage d'adhérer au Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre les pays membres de l'ASEAN, récemment mis au point par des experts juridiques de l'Association.

La Police royale thaïlandaise a récemment mis sur pied le Centre de coordination pour la répression de la criminalité transnationale, qui suit les déplacements des criminels transnationaux. Il est prévu que le Centre organisera une réunion tous les deux mois en vue d'évaluer et d'analyser les nouvelles menaces terroristes. Dans le cadre de l'ASEAN, la Conférence des chefs de police, qui se réunit tous les ans, vise à doter les services de police de moyens accrus face à la criminalité transnationale et a, entre autres résultats, abouti à la création d'une base de données sur cette forme de criminalité. De plus, afin d'améliorer l'efficacité des interventions menées face à certaines situations d'urgence entre la Thaïlande et la Malaisie, les deux pays ont conclu un accord aux termes duquel leurs polices sont autorisées à traverser leurs frontières pour poursuivre des criminels.

La volonté de la Thaïlande de prévenir les actes de terrorisme et d'y faire face se reflète en outre dans la mise en place d'un dispositif de sécurité efficace destiné à protéger en particulier les cibles à haut risque (cibles protégées), telles que les hautes personnalités, les citoyens ou les intérêts de pays éventuellement visés, de même que certains points stratégiques ou publics importants, contre des attaques terroristes. La Division spéciale de la police et le Service national de renseignements ont établi ensemble des listes des cibles vulnérables éventuelles et augmenté le nombre de policiers en uniforme et de policiers infiltrés. La Thaïlande a par ailleurs renforcé les mesures de sécurité en vue de protéger les cibles vulnérables, telles que les hôtels et les lieux où les touristes étrangers sont susceptibles de se réunir. Un dispositif de surveillance a notamment été mis en place aux alentours des points stratégiques officiels et publics, des réunions d'information sont régulièrement organisées et un système direct de communications a été établi avec la direction des hôtels et des établissements touristiques, qui sont des cibles éventuelles, pour veiller à ce qu'ils demeurent vigilants.

6. Le Comité voudrait savoir si la Thaïlande s'est heurtée à des difficultés, en particulier pour l'application des lois ou l'obtention de renseignements dans les domaines susmentionnés. Si oui, veuillez les décrire brièvement. Il lui serait également utile de recevoir des renseignements sur des activités récentes qui se sont avérées efficaces dans ces domaines. En ce qui concerne les exemples demandés, le Comité tient à préciser qu'il ne s'agit pas pour la Thaïlande de fournir des renseignements relatifs à des enquêtes ou procédures judiciaires en cours si cela peut en compromettre le cours normal.

Le Service national de renseignements n'a rencontré aucune difficulté particulière s'agissant de questions liées à des actes de terrorisme ou à d'autres activités criminelles. Il échange régulièrement des renseignements avec les autres organismes compétents, en particulier afin d'assurer la protection et la sécurité d'éventuelles cibles pour les terroristes. Pour ce faire, il coopère avec la police en vue d'enquêter sur des membres du crime organisé transnational et de les appréhender, en cas de falsification de passeports, par exemple. L'échange de renseignements sur le terrorisme avec d'autres pays a porté ses fruits en août 2003, avec l'arrestation d'Hambali, qui est supposé être le chef des opérations de la Jemaah Islamiyah, un groupe associé à l'organisation Al-Qaida.

7. En ce qui concerne précisément les procédures pénales, selon l'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution, les États sont tenus de traduire en justice les terroristes et ceux qui leur apportent un appui. Le Comité voudrait savoir si les procédures pénales prévoient des mesures particulières contre le terrorisme. À cet égard, la Thaïlande forme-t-elle ses administrateurs, ses enquêteurs et sa magistrature assise et debout à l'application des lois dans les domaines suivants :

- Typologie et tendances des méthodes et techniques de financement du terrorisme;
- Techniques de traçabilité des biens et fonds appartenant à des délinquants en vue de leur saisie et de leur confiscation?

Le Cabinet du Premier Ministre a publié une directive relative à la coopération entre les organismes compétents, indiquant les procédures pénales à suivre, notamment pour ce qui est des enquêtes, conformément à la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent. Il y est en outre spécifié que les fonctionnaires du Bureau chargé des questions de blanchiment d'argent doivent être associés aux enquêteurs et que les résultats des enquêtes doivent lui être communiqués. D'autres organismes sont également tenus de coopérer avec le Bureau pour appliquer la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent.

Les modifications apportées au Code pénal et à la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent ont habilité les organismes compétents à enquêter sur les personnes que leur passé lie ou associe à des actes terroristes, ainsi que contre celles qui s'approprient à en commettre et à les poursuivre.

Les fonctionnaires du Bureau chargé des questions de blanchiment d'argent ont reçu une assistance et une formation concernant les modes et les techniques de financement des terroristes de la part d'autres gouvernements et d'organisations internationales telles que le Groupe Egmont des cellules de renseignement financier, le Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment de l'argent, le Projet de lutte contre le blanchiment d'argent de la Réunion Asie-Europe, le Gouvernement des États-Unis (FinCEN, Narcotics and Law Enforcement Affairs) et le Gouvernement australien (AUSTRAC).

Dans le domaine des enquêtes financières, les policiers participent régulièrement à des stages de formation : en novembre 2004, un cours a été organisé à Bangkok dans le cadre du Projet de lutte contre le blanchiment d'argent de la Réunion Asie-Europe à Bangkok. Il portait sur les enquêtes judiciaires relatives aux affaires de blanchiment d'argent et sur les opérations d'infiltration à long terme visant les organisations criminelles et les systèmes de blanchiment, dont la mise en évidence d'avoirs et leur saisie ou leur confiscation à titre civil et pénal.

Efficacité des contrôles (douanes, immigration, frontières)

8. En application de l'alinéa g) du paragraphe 2 de la résolution, les États sont tenus d'empêcher les mouvements de terroristes ou de groupes de terroristes en instituant des contrôles efficaces aux frontières. À cet égard :

a) Veuillez indiquer comment la Thaïlande applique les normes communes fixées par l'Organisation mondiale des douanes en ce qui concerne

la notification électronique et le renforcement de la sécurité de la chaîne logistique?

Le Service des douanes a mis en œuvre certaines des pratiques énoncées dans les lignes directrices relatives à la gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement (auparavant appelées lignes directrices relatives à un système d'informations anticipées sur les marchandises), qui visent à informatiser la plupart des activités douanières, à savoir, le transfert électronique de l'information, les protocoles d'importation et d'exportation au moyen de l'EDI (échange de données informatisé), le paiement en ligne des taxes et des droits à acquitter et le manifeste en ligne pour le transfert électronique de l'information.

Bien que la Thaïlande n'ait pas encore ratifié la Convention révisée de Kyoto (Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers), le Service des douanes a mis en place un système d'évaluation des risques en vue d'exécuter ou de faciliter les demandes relatives au commerce de marchandises, notamment les demandes d'inspection des marchandises importées. Il met actuellement au point un système complet en ligne sans support papier, comme indiqué dans la Convention.

Les autorités thaïlandaises étudient actuellement les possibilités d'intégrer le modèle de données de l'OMD et les lignes directrices relatives à l'attribution d'un numéro de référence unique d'expédition dans les opérations douanières. La Thaïlande envisage en outre de devenir partie à la Convention internationale d'assistance mutuelle administrative en matière douanière (Convention de Johannesburg).

b) La surveillance des personnes et des cargaisons en Thaïlande relève-t-elle de services distincts (immigration et douanes) ou du même service? S'il y a plus d'un service, y a-t-il échange d'informations et coordination des activités?

Le Service des douanes n'est habilité qu'à vérifier les cargaisons, sauf s'il y a lieu de penser qu'une personne transporte des marchandises interdites. Le Service de l'immigration est habilité à contrôler les personnes voyageant à destination ou en provenance de la Thaïlande. Tous les services, quelles que soient leurs attributions, coopèrent étroitement pour échanger des renseignements. Le Service des douanes a mis en place un réseau de télévision à circuit fermé aux quatre principaux postes frontière (dans les provinces de Nong Khai, Chiang Rai, Sa Kaeo et Songkhla), aux deux principaux ports (les ports de Bangkok et de Laem Chabang) et au dépôt intérieur de conteneurs de Lard Krabang. Il a en outre déployé des appareils mobiles à rayons X pour inspecter les conteneurs afin d'améliorer l'efficacité des opérations d'inspection des marchandises et des mouvements de marchandises à l'intérieur du pays. Ces mesures servent aussi à assurer la protection des marchandises conformément à l'Initiative pour la sécurité des conteneurs et à garantir une sécurité maximale dans le cadre du Partenariat douanier et commercial contre le terrorisme (C-TPAP). De plus, à la suite de la signature, en août 2003, de la Déclaration de principes pour la sécurité des conteneurs par la Thaïlande et les États-Unis et de l'accord adopté ultérieurement en vue de la mise en œuvre du projet BEST (pour un commerce efficace et sûr dans les ports de Bangkok et de Laem Chabang), projet pilote lancé par les États-Unis concernant la sécurité des conteneurs, la Thaïlande attend beaucoup de la mise en œuvre conjointe de ces initiatives, qui devraient

permettre de rendre les échanges maritimes plus sûrs et d'améliorer la sécurité en haute mer.

c) S'agissant des vols internationaux, la Thaïlande utilise-t-elle un système avancé permettant de comparer la liste des passagers arrivant avec les informations contenues dans les bases de données sur le terrorisme?

Les autorités thaïlandaises ont déjà commencé à mettre en place un système avancé de traitement des informations concernant les passagers (API/APP) après que les organismes compétents ont terminé leurs études de faisabilité. Ce système a été présenté à la réunion de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Il devrait être opérationnel d'ici à la fin de janvier 2005. Les services thaïlandais ont en outre redoublé d'efforts pour coopérer avec les pays partenaires en vue d'empêcher les terroristes de se déplacer ou de les appréhender lors de leurs déplacements, en renforçant les mesures de contrôle de l'immigration qui permettront de surveiller les personnes voyageant à destination ou en provenance de la Thaïlande, et en mettant sur pied un système commun d'information sur les passagers. Qui plus est, les autorités thaïlandaises examinent actuellement le nouveau concept d'« aéroport intelligent », qui prévoit l'échange efficace de renseignements entre aéroports partenaires afin d'empêcher le problème posé par l'échange de passagers.

En mars 2004, la signature de la lettre d'intention par la Thaïlande et les États-Unis a permis de mettre en œuvre le système PISCES (système de comparaison et d'évaluation sûres de l'identité des personnes), programme visant à renforcer les mesures de contrôle de l'immigration, dont pourrait sortir un dispositif national de contrôle aux frontières pour l'interception des terroristes. Les autorités thaïlandaises ont déjà élaboré un plan d'action conjoint et en sont au dernier stade de la mise au point du système d'échange de renseignements entre les États-Unis et la Thaïlande, qui devrait aboutir à l'arrestation de suspects de terrorisme.

La Thaïlande appuie sans réserve le rôle joué par l'APEC pour favoriser la mobilité des entreprises et assurer la sécurité des passagers grâce à la Carte de voyage d'affaires de l'APEC et au projet pilote de liste pour surveiller les déplacements dans la région de l'ASEAN.

d) Le CCT juge encourageant que la Thaïlande se soit conformée aux normes énoncées dans l'annexe 17 de la Convention relative à l'aviation civile internationale. Veuillez indiquer quel(s) organisme(s) s'occupe(nt) de la sécurité des ports et des aéroports. Au cas où il(s) serai(en)t distinct(s) des forces de police thaïlandaises, comment l'information concernant les menaces terroristes circule-elle entre ces entités? Procédez-vous périodiquement à des audits de sécurité aux ports et aux aéroports? L'accès aux installations portuaires est-il contrôlé? Si oui, comment? Le personnel des ports et des aéroports est-il trié et muni de cartes d'identité pour empêcher le personnel non autorisé d'accéder à ces installations? Les ports et les aéroports sont-ils équipés de systèmes de détection pour empêcher que des armes ou des substances dangereuses ne passent avec les passagers ou le fret? Les substances dangereuses sont-elles isolées et arrimées lors du transport de fret par air ou par mer?

Aux côtés de la Police métropolitaine et de la Force aérienne royale thaïlandaise, la Société Airports of Thailand Public Company Limited (AOT) est le

principal organisme chargé de la sécurité des aéroports. Elle reçoit régulièrement des informations directes des services de renseignement et indirectes du Comité pour la sécurité des aéroports. Les aéroports sont divisés en 1) zones contrôlées où le public peut circuler librement mais où des agents de sécurité sont déployés et des réseaux de télévision à circuit fermé installés, et 2) zones d'accès limité, qui comprennent le périmètre d'embarquement, les salles de départ, d'arrivée et de transit, les zones de retrait des bagages et les centres de sécurité, où le personnel et les véhicules (notamment, le personnel de la société AOT, le personnel des transporteurs et les agents autorisés) doivent être munis d'un laissez-passer et se soumettre à des fouilles, tandis que tous les déplacements de personnes et de véhicules sont enregistrés 24 heures sur 24. Tous les passagers doivent passer par un portique de détection des métaux et une machine à rayons X et sont en outre contrôlés au moyen d'un détecteur manuel de métaux, avant d'embarquer. Les bagages doivent aussi passer par une machine à rayons X avant d'être embarqués. En ce qui concerne les marchandises, les transporteurs sont chargés d'installer des matériels de détection des métaux et des substances dangereuses avant de les charger dans les avions. Le transfert et le transport des substances dangereuses doivent être effectués séparément et selon des directives précises.

L'Autorité portuaire de la Thaïlande (PAT) est le principal organisme chargé de gérer les deux principaux ports internationaux : le port de Bangkok et le port de Laem Chabang, et de superviser les deux ports régionaux : le port polyvalent de Ranong et le port de Chian Saen, situés respectivement dans les provinces du sud et du nord. L'Autorité coopère avec les organismes compétents, notamment le Service de la marine du Ministère des transports, qui est l'organisme chargé de surveiller les transports maritimes dans les zones portuaires. Au port fluvial de Bangkok, l'Autorité est chargée de la gestion et des opérations de terminaux. Au port maritime de Laem Chabang, elle est chargée de l'exploitation du port et de la fourniture des services communs, tandis que les opérateurs privés supervisent les opérations de terminaux. Les ports de Bangkok et de Laem Chabang sont conformes à la réglementation sur le bioterrorisme de la Food and Drug Administration des États-Unis (USFDA) et au Code pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS) s'agissant de l'organisation de cours de formation à l'intention des agents concernés, de l'évaluation des risques associés aux opérations portuaires, des décisions sur les plans de sécurité dans les ports et de la mise en place d'agents de sécurité. De plus, les deux ports contrôlent les cargaisons dangereuses en appliquant le Code maritime international les concernant (Code IMDG).

Afin d'assurer la sécurité des personnes, des biens et des marchandises dans la zone portuaire, le personnel de sécurité y assure un service permanent, en coopération avec la police locale. Les pompiers sont bien entraînés et bien équipés. En cas d'incident, des précautions et des mesures strictes sont prises. Aux alentours de la zone portuaire, les employés doivent être en permanence munis de laissez-passer spéciaux, qui leur sont délivrés pour eux-mêmes et pour leurs véhicules et consignés dans un registre. Tous les passagers doivent passer par des détecteurs de métaux avant d'embarquer. Les douaniers inspectent tous les conteneurs avant le chargement. L'Autorité portuaire se procure actuellement d'autres matériels, notamment des portiques de détection des métaux et des détecteurs manuels de métaux. Les cargaisons dangereuses, qui sont transférées ou transportées, sont classées en fonction du niveau de risque, et des zones de chargement, de déchargement et de stockage sont attribuées à chaque catégorie.

Efficacité des contrôles visant à empêcher les terroristes de se procurer des armes

9. **Pour donner effet aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution 1373, chaque État Membre doit notamment mettre en place des mécanismes appropriés pour empêcher les terroristes de se procurer des armes. À cet égard, le Service des douanes de la Thaïlande a-t-il donné suite aux recommandations de l'OMD concernant le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (29 juin 2002)? Si oui, veuillez donner des indications sur les mesures appliquées en Thaïlande.**

Le Service des douanes a mis en place des mesures en vue d'empêcher les terroristes de se procurer des armes, comme suite aux recommandations de l'OMD concernant le Protocole. Il est guidé par le Règlement relatif à l'importation et l'exportation d'armes à feu, de munitions, d'explosifs, de pièces d'artifice et d'imitations d'armes à feu issu de la loi du même nom (1947) (B.E. 2490) et de sa version révisée de 1979 (B.E. 2522), ainsi que des règlements ministériels n° 3 et n° 11 de 1948 (B.E. 2491) et de 1979 (B.E. 2522), respectivement, qui établissent clairement que nul ne peut fabriquer, acquérir, détenir, utiliser ni importer des armes à feu, des balles ou des explosifs sans autorisation officielle. Le règlement énonce les mesures à appliquer afin de limiter la possibilité pour des personnes non autorisées de se procurer des armes. Il énonce en outre clairement que les déclarations et les enregistrements de marchandises doivent être vérifiés afin de contrôler l'importation et l'exportation d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions. Les protocoles d'importation et d'exportation des armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions sont établis séparément des autres marchandises. Les principes d'évaluation des risques sont définis dans le règlement et appliqués lors de la restitution des marchandises, en établissant le profil des marchandises aux fins de leur inspection. Des inspections rigoureuses des marchandises et de leurs ramasseurs sont en outre prévues lorsqu'elles sont restituées et collectées.

10. **Est-il nécessaire, pour l'importation, l'exportation ou le transit d'armes à feu, de présenter, enregistrer ou soumettre une déclaration avec pièces justificatives? Faut-il en outre encourager les importateurs, les exportateurs ou des tiers à communiquer les renseignements voulus aux autorités douanières?**

En vertu du Règlement relatif à l'importation et à l'exportation d'armes à feu, de munitions, d'explosifs, de pièces d'artifice et d'imitations d'armes à feu, il faut présenter, enregistrer ou soumettre une déclaration avec pièces justificatives sur les armes à feu avant leur importation, leur exportation ou leur transit. Les exportateurs ou importateurs d'armes à feu et de munitions sont tenus, avant tout envoi, de soumettre une demande au responsable de l'enregistrement des organismes compétents. Les renseignements portés sur les licences sont alors communiqués au Service des douanes. Avant de procéder à l'envoi de ces marchandises, les importateurs et les exportateurs sont tenus de soumettre les licences, pour contrôle, aux autorités douanières. Dès lors que les licences ont été vérifiées d'après les listes et la réglementation, une autorisation d'importation ou d'exportation est délivrée. Lors du transport, les marchandises, les autorisations et les licences sont à nouveau vérifiées par les autorités douanières d'après les listes. Sauf permis spécial du Ministre de l'intérieur, le transit des armes à feu et des munitions est interdit en

Thaïlande et, s'il est autorisé, il doit passer par des points de contrôle désignés par le Service des douanes. En pareil cas, toutes les procédures préalables demeurent les mêmes que pour l'importation et l'exportation.

11. Des mécanismes ont-ils été mis en place pour vérifier l'authenticité des licences et autres documents officiels d'importation, d'exportation ou de transit des armes à feu?

Le Service des douanes a mis en place un mécanisme pour vérifier les licences et autres documents officiels d'importation, d'exportation ou de transit d'armes à feu. Comme on l'a précisé dans la réponse à la question n° 10, les licences doivent être délivrées par la police (pour Bangkok) ou le bureau provincial du Ministère de l'intérieur (pour les autres provinces) avant l'expédition. La licence contient les informations voulues, à savoir le nom de l'importateur, le type des armes à feu, leur taille et leur quantité. Les licences sont comparées aux listes officielles. En coopération avec le Ministère des affaires étrangères, la liste des importateurs sollicitant une licence est examinée, par le biais des ambassades de Thaïlande, avec les autorités des pays concernés. Une fois vérifiées, les listes sont soumises au Ministère de l'intérieur après la remise des marchandises. Lorsque les armes à feu sont collectées, le récépissé sur lequel sont portées les caractéristiques des marchandises n'est pas accepté si la licence d'importation n'y est pas jointe. Les descriptions des marchandises figurant dans les licences et le récépissé sont vérifiées en les comparant avec celles qui figurent dans la base de données du Service des douanes.

12. Les autorités thaïlandaises ont-elles pris, en se fondant sur les principes de l'évaluation des risques, des mesures de sécurité suffisantes concernant l'importation, l'exportation et le transit des armes à feu? Effectuent-elles des inspections pour s'assurer des conditions de sécurité du stockage temporaire, de l'entreposage et du transport de ces armes? Les personnes participant à ces opérations doivent-elles se soumettre à un contrôle de sécurité?

Les principes d'évaluation des risques ont été repris dans le Règlement du Service des douanes relatif à l'importation et à l'exportation des armes à feu, des munitions, des explosifs, des pièces d'artifice et des imitations d'armes à feu, qui énonce en détail toutes les procédures et obligations douanières (voir réponse à la question n° 9) et qui prescrit que le stockage temporaire, l'entreposage et le transport des armes à feu doivent faire l'objet d'inspections de sécurité. Les armes à feu sont stockées en lieu sûr et des gardes leur sont affectés. Lors de la collecte, les documents requis doivent être contrôlés avant la remise des marchandises. De plus, l'approbation de la demande et l'octroi de la permission sont réservés à des fonctionnaires de rang élevé. Lors de la remise des marchandises, s'il s'agit d'armes à feu ou de munitions, tous les emballages doivent être ouverts afin de vérifier si elles correspondent à la description donnée dans la licence.